



PRESSE Un tiers de la rédaction du quotidien espagnol va être licencié. Les journalistes condamnent la gestion de Juan Luis Cebrián, PDG du groupe.

«El País», gracias patron!

Par **FRANÇOIS MUSSEAU**
Correspondant à **MADRID**

«**J**usqu' alors, El País était gravement touché par la crise publicitaire, par la gestion néfaste de l'entreprise et par des déclarations à l'emporte-pièce de la direction. Désormais, ce journal est agonisant et, pour beaucoup, mort. Je suis fatigué. Je suis en colère. Ce fut un beau voyage. Dommage qu'il se termine de cette façon-là.» Sur son blog, l'écrivain galicien Manuel Rivas n'y va pas avec le dos de la cuillère pour interpréter les soubresauts qui agitent le journal de référence espagnol, étendard de la transition démocratique au lendemain de la mort de Franco. Depuis des années,

l'écrivain y signe de grands reportages et des chroniques hebdomadaires. Comme d'autres personnalités intellectuelles de son acabit, Manuel Rivas a explosé, «*éccœuré*» par la façon dont la direction du puissant groupe Prisa – qui regroupe radios, quotidiens, télé... (*lire ci-contre*) – mène la barque.

SAIGNÉE. Au sein du journal, et parmi les collaborateurs, l'heure est à la mutinerie. Le comité d'entreprise a décrété dix-huit jours de grève partielle d'ici fin novembre, et a convaincu la quasi-totalité des rédacteurs de ne pas signer leurs articles à certaines dates. De quoi rendre folle de rage la direction, qui invoque la charte du journal: «*La non-signature nous paraît un grave*

manque de respect aux lecteurs.» Le déclin de ce coup de gueule collectif remonte au 5 octobre, lorsque la direction de Prisa annonce un plan social fracassant qui concerne 149 journalistes (dont 21 départs en préretraite), soit environ

«Juan Luis Cebrián [PDG de Prisa] a joué au capitalisme de casino. Il voulait être un requin de Wall Street. Il ne fut qu'une sardine qui a tout raté.»

Maruja Torres ancienne collaboratrice d'*El País*

le tiers de la rédaction. Et les salaires de ceux qui restent sont réduits de 15%. La direction invoque une baisse de 60% des recettes publicitaires entre 2007 et 2012, et la nécessité de changer de

modèle de développement, en privilégiant la version numérique au détriment du support papier. «*Cette reconversion implique une réduction des effectifs. C'est une reconversion douloureuse*», a justifié Juan Luis Cebrián,

l'homme fort de Prisa. Et d'ajouter, quitte à échauffer les esprits, que la rédaction est «*trop chère*» et «*trop vieille*».

La saignée que subit le journal de centre gauche, né il y a trente-cinq ans,

s'inscrit dans un contexte de brutale crise des médias. Les deux autres quotidiens nationaux, les conservateurs *ABC* et *El Mundo*, s'apprennent également à «*écrémer*» un tiers de leurs troupes.

Le quotidien de référence était en grève, vendredi, après l'annonce d'une réduction drastique des effectifs.

Au Portugal, «Público» suffoque

Une grève de la rédaction tout entière. Le prestigieux journal portugais Público a connu pour la première fois cette drôle d'expérience. C'était vendredi. Hier, la tension demeurait vive entre la direction et les journalistes après l'annonce d'un plan social d'une dureté sans précédent: sur les 250 salariés, 48 ont été licenciés, dont des membres importants de la rédaction. Selon la direction, c'est une question d'impuissance face à une conjoncture très défavorable qui touche l'ensemble d'une économie en récession (-3%), avec des mesures d'austérité qui ont provoqué, en septembre, deux protestations d'importance dans les rues de Lisbonne et d'autres grandes villes. Comme dans la plupart des secteurs, la presse écrite portugaise est en pleine sinistrose. «Ce que je peux vous dire, c'est que la situation est très compliquée», confie la directrice de Público, Barbara Reis. En six mois, les revenus publicitaires ont chuté de 29%. Des quotidiens comme *Diário de Notícias* ou *Jornal de Notícias* souffrent également de cette dégringolade des recettes et des ventes.

La grève à Público, dont le propriétaire est Sonae (une des principales entreprises du pays), a coïncidé avec plusieurs jours de paralysie au sein de l'agence de presse Lusa. La situation des médias est si critique que le Syndicat des journalistes (Sj) a convoqué, pour le 24 novembre, un congrès sur «la difficile conjoncture de la presse».

L'ancien président de l'agence Lusa, José Manuel Barroso (un homonyme), a des paroles dures contre les mouvements sociaux au sein des entreprises de presse qui, à ses yeux, subissent mécaniquement la logique de la chute de l'activité économique: «Ce qui se passe dans les médias, même si c'est rude, était à attendre. Vu la situation, les journalistes doivent s'efforcer de voir leur média comme une entreprise.»

Un point de vue trop simpliste aux yeux de l'ancien directeur de la chaîne publique RTP2, Jorge Wemans: «On paie aujourd'hui le prix de négociations nuées, où les groupes de communication n'ont pensé qu'en terme de parcelles de pouvoir et de rentabilité à court terme.»

F.M. (à Madrid)

Un salarié d'*El País*

avec un masque de Juan Luis Cebrán à Madrid lors d'un rassemblement en 2011, contre le licenciement de 2500 personnes.

PHOTO SUSANA VERA, REUTERS

Entre 2007 et 2011, les bénéfices de ce secteur ont dégringolé de 232 à 58 millions d'euros; depuis quatre ans, environ 8 000 journalistes ont perdu leur emploi et 67 médias ont disparu de la carte, dont trois gratuits, le journal de gauche national Público – qui maintient sa version digitale –, et une flopée de journaux et télévisions locaux. Tous les gros groupes de communication (Vocento, Zeta, Godó...) ont pratiqué des coupes claires dans leurs budgets et leur personnel.

Mais la révolte qui gronde dans les entrailles – et l'entourage – d'*El País* dépasse le simple cadre d'un plan so-

cial. Ce qui revêlue, c'est la manière et le contexte. Beaucoup de rédacteurs se plaignent en interne de la censure, des pressions pour ne pas élever leur colère, pour certains «dignes de la période franquiste». «Nos éditeurs ont craché sur la réforme du marché du travail orchestrée par la droite au pouvoir, car trop libérale et sans scrupule», dénonce le comité d'entreprise. Et notre direction s'est empressée de l'appliquer à cœur joie pour licencier à moindre frais.»

Maruja Torres, 69 ans, écrivaine barcelonaise à succès et ancienne collaboratrice du journal, dénonce «le départ de journalistes de haut niveau qui seront rem-

placés par des jeunes rédacteurs dociles, prêts à tout pour 800 euros par mois».

FIASCOS. Une bonne partie de la rédaction a surtout la désagréable sensation de payer les pots cassés de la désastreuse gestion de Prisa. Après avoir investi dans des affaires qui se sont soldées par des fiascos (la vente du bouquet Digital+, la perte des droits du foot...), la dette du groupe a atteint environ 3 milliards d'euros.

Le responsable est unanimement montré du doigt: Juan Luis Cebrán qui, d'après le comité d'entreprise, touche 8 millions d'euros par an (13 millions en 2011, en incluant les bonus). Pendant longtemps, il fut un rédacteur en chef brillant et respecté. Jusqu'à prendre en main les affaires du groupe ces dernières années. «Il a joué au capitalisme de casino, fusille Maruja Torres. Il voulait être un requin de Wall Street. Il ne fut qu'une sardine qui a tout raté.» Les légendaires dessinateurs d'*El País*, Forges et El Roto n'hésitent pas à le tacler, subtilement, dans leurs vignettes quotidiennes.

Enric González, grand reporter depuis vingt-sept ans, vient de démissionner. Lui s'est lâché: «Que des dizaines de bons journalistes soient virés d'un journal qui baigne dans l'or ses dirigeants et gaspille l'argent dans des stupidités me paraît être une chose grave.»

CARNET

DÉCÈS

Le gentleman

Roland VALLET

né le 8 janvier 1954

Libre et rebelle

Ingénieur des Mines
Administrateur de Production
et Capitaine de Garuda
à l'argué les amarres
le mardi 16 octobre.

Dernière prise au
crématorium Saint-Pierre à
MARSEILLE ce mardi 23
octobre à 11 heures.

Clap de fin avec tous ses potes
au Lèche Vin, à Bastille
le jeudi 25 octobre, à partir de
19 heures.

Sa petite femme doudou, sa
filie et sa tribu, sa maman, ses
belles-sœurs, ses neveux et
nièces, tous ses amis
l'accompagnent avec amour.

Océane HANAPPE,

son épouse,

Cyrille et Florence,

ses enfants

et leurs conjoints,

ses petits-enfants,

les familles parentes

et alliées,

ses amis,

ont la tristesse de vous
faire part du décès de

Paul HANAPPE

survécu le 20 octobre 2012,
à l'âge de 81 ans.

Les obsèques auront lieu
le vendredi 26 octobre,
à 10H30, en la salle de la
Coupole du crématorium du
cimetière du Père-Lachaise,
à Paris (20^e), suivie
de l'inhumation de l'urne,
à 16 heures, au cimetière
du Montparnasse.

Libération Le Carnet

Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous
Réservations et inscriptions
la veille de 9h à 17h
pour une parution le lendemain.

Tarif 2012: 1800 € TTC (hors
Forfait tolérance 20€ TTC pour une parution
(1500€ TTC la ligne supplémentaire)
Abonnement 2 semaines: 100€

Tel. 01 40 10 52 45
Fax. 01 40 10 52 35

Vous pouvez nous faire parvenir
vos lettres par e-mail:
carnet-lib@annuairemedias.fr



Le général et Mme Jacques
FAVREAU,
ses parents;
Cécile, Anne et Daphné,
ses sœurs;
parents et amis
ont la tristesse de vous faire
part du décès de

M. MARC FAVREAU

survenu à PARIS,
le 15 octobre 2012
à l'âge de 41 ans.

La cérémonie religieuse aura
lieu le mardi 23 octobre 2012 à
15 heures, en l'église Notre-
Dame de THIVIERS, suivie de
l'inhumation au cimetière de

NANTHAT.

Cet avis tient lieu
de faire-part.

SOUVENIRS

À Ferdinand Chesnais 1986-2006

Voilà six ans déjà que nous
t'avons posé délicatement en
terre de Montparnasse.
Dors, mon fils bien-aimé.
Nous t'aimons.

Anais Christiane MILON BARBE

17/07/1946 - 23/10/2010

Tu nous manques tellement...

CONFÉRENCES

Conférence-débat

Environnement et

Démographie

Hugues Stoekel-

Michel Sourrouille

Mercredi 24 octobre 2012

à 19 heures.

119, rue La Fayette,

75010 Paris.

demographie-responsable.org

La reproduction
de nos petites annonces
est interdite

Le Carnet
Christiane Nouygues
01 40 10 52 45

carnet-lib@annuairemedias.fr

PRISA, UN GÉANT EN PLEINE CRISE

C'est le premier groupe de médias espagnols. Un géant présent essentiellement en Espagne, au Portugal et en Amérique latine.

Créé en 1972, Prisa est détenu depuis 2010 par le fonds d'investissements américain Liberty. Outre *El País*, le groupe publie le quotidien sportif *Diario As* et plusieurs magazines, et détient une palanquée de sites web, dont 50% de la déclinaison espagnole du Huffington Post. En France, il est l'un des actionnaires du groupe Le Monde. Présent dans le secteur de l'édition, Prisa possède également plusieurs radios, mais surtout Prisa TV, sa filiale de télé payante qui possède les chaînes Canal+ (qui n'ont aujourd'hui plus aucun lien avec le groupe français) et lui permet de ne pas être totalement dans le rouge. Car Prisa perd de l'argent, beaucoup d'argent: 53 millions d'euros au deuxième trimestre 2012.

Le groupe dans son entier est engagé dans une grosse réduction de postes: 2500 emplois en Espagne, au Portugal et en Amérique latine, soit 18% de ses effectifs.